

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Mai 2002

FAITS SAILLANTS

-  **En février, la production augmente de 0,5 % après avoir gagné 0,6 % en janvier. Cela laisse présager une vive croissance de l'économie pour le premier trimestre.**
-  **En avril, 37 000 emplois sont créés, et le taux de chômage diminue pour passer à 7,6 %.**
-  **Alors qu'au Canada, on compte 207 000 nouveaux emplois depuis le début de l'année, aux États-Unis, l'emploi régresse légèrement.**
-  **Compte tenu de l'évolution de la situation, la Banque du Canada relève de 25 points de base son taux directeur, alors que la Réserve fédérale américaine n'intervient pas.**
-  **Cela a favorisé le dollar canadien, qui s'est récemment hissé au-dessus des 64 cents US.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis			
		le mois dernier	l'an dernier		
PIB réel (En \$ 1997, milliards)	953,1	0,5	1,8	Févr.	
Biens	299,8	1,5	-0,7	Févr.	
Services	653,3	0,0	2,9	Févr.	
Indice composite	173,0	1,3	4,1	Mars	
Emplois (En milliers)	15 297	0,2	1,4	Avr.	
Temps plein	12 464	0,3	0,9	Avr.	
Temps partiel	2 833	-0,2	3,8	Avr.	
Chômage (En %)	7,6	7,7	7,0	Avr.	
Jeunes*	13,3	13,7	12,8	Avr.	
Adultes*	6,5	6,5	5,9	Avr.	
Inflation mesurée par l'IPC*	1,8	1,5	2,5	Mars	
Ventes au détail (En M\$)	25 234	-0,1	6,9	Févr.	
Mises en chantier (En milliers)	184,5	-23,5	23,9	Avr.	
Balance commerciale* (En M\$)	4 549	5 085	6 449	Févr.	
Exportations	33 691	2,7	-10,3	Févr.	
Importations	29 142	5,1	-4,4	Févr.	
M&M	8 764	5,3	-10,4	Févr.	
Papier comm. à trois mois* (En %)	2,57	2,46	4,49	10 mai	
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,58	5,64	5,66	10 mai	
Dollar canadien* (En cents US)	64,19	63,76	65,08	10 mai	

*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Mai 2002

TABLES DES MATIÈRES

	Page
L'économie	
<i>PIB réel par industrie</i>	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	4
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	5
<i>Logement</i>	6
<i>Commerce et compétitivité</i>	7
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	10
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	11
<i>Taux d'intérêt à court et à long terme</i>	12
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	13
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	14
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	15

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 10 mai 2002. Il a été préparé par Marianne Blais, Anik Dufour, Stéphane Crépeau, Arif Mahmud et Patrick Taylor de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Hossein Rostami. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Hossein Rostami au 613-995-8452 ou par Internet à rostami.hossein@ic.gc.ca



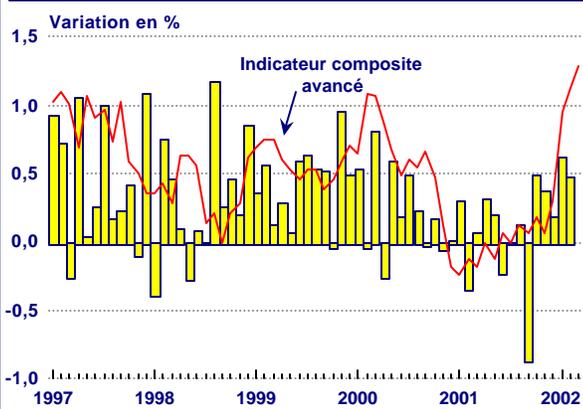
La production continue sa remontée en février...

- Le PIB réel aux prix de base, qui s'est accru pour un cinquième mois de suite (0,5 % en février), avait progressé de 0,6 % en janvier. Il s'agit des plus fortes augmentations mensuelles de suite enregistrées depuis la fin de 1999. Le PIB moyen pour janvier et février s'est établi à 4,5 % (taux annuel), ce qui est plus élevé qu'au quatrième trimestre. L'indice composite avancé a enregistré sa sixième hausse mensuelle d'affilée en mars. Il s'agit aussi de la plus importante hausse en 15 ans. Ces facteurs laissent présager une croissance vigoureuse de l'économie pour le premier trimestre.

...grâce aux gains observés dans le secteur des biens

- La production du secteur des biens a augmenté de 1,5 % en février, après avoir gagné 1,3 % en janvier. Le secteur manufacturier avec, en tête, les industries de montage de véhicules automobiles et de fabrication de pièces, est principalement à l'origine de l'avance de février. Les fabricants d'ordinateurs, de produits électriques, de papier, de produits chimiques et de produits du bois ont également fait état de gains importants. Dans l'industrie de la construction, l'activité s'est intensifiée une fois de plus en février, grâce à une nouvelle avance de la construction résidentielle qui, à son tour, a été stimulée par la confiance des consommateurs, les faibles taux d'intérêt presque record et la nette progression de l'emploi.
- Dans le secteur des services, la production n'a pas changé en février après avoir connu des gains de 0,3 % en janvier et de 0,6 % en décembre. Le commerce de détail a reculé en février après avoir vivement progressé aux quatre mois précédents, en raison surtout de la baisse des ventes de véhicules automobiles. Toutefois, le commerce de gros a été alimenté par le redressement des ventes de gros de véhicules et de pièces automobiles. Le secteur de l'enseignement a fléchi en février à cause d'une grève de trois semaines des enseignants de l'Alberta, et l'industrie des arts et du divertissement a subi un recul en partie à cause de l'arrêt pendant dix jours des activités de la Ligue nationale de hockey durant les Olympiques d'hiver.

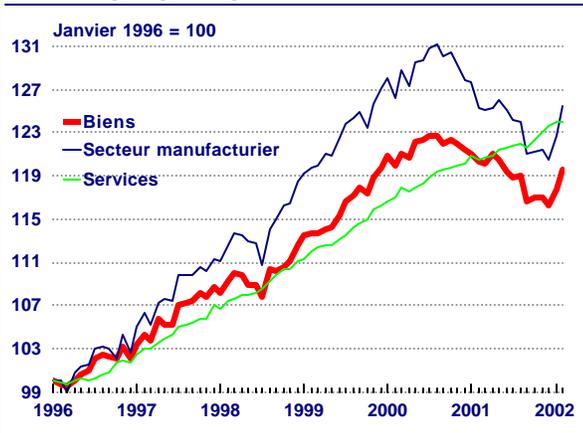
PIB réel aux prix de base



PIB réel aux prix de base (En \$ 1997)

Février 2002	Variation en % depuis			
	En millions \$	Variation mensuelle	le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	953 112	4 521	0,5	1,8
Secteur des entreprises	808 588	5 001	0,6	1,8
Biens	299 787	4 475	1,5	-0,7
Agri., forest, pêche, chasse*	20 478	481	2,4	-8,8
Extraction - mines, pétrole, gaz	35 804	-148	-0,4	-3,2
Services publics	27 443	308	1,1	-3,0
Construction	51 383	159	0,3	3,4
Fabrication	164 679	3 675	2,3	0,2
Services	653 325	46	0,0	2,9
Commerce de gros	58 292	135	0,2	4,8
Commerce de détail	53 666	-333	-0,6	5,8
Transport et entreposage	42 655	305	0,7	-3,7
Information et culture	45 792	221	0,5	8,0
FASI**	187 709	290	0,2	3,9
Serv. professionnels***	40 697	195	0,5	0,7
Admin. et gestion des déchets	20 883	31	0,1	3,8
Enseignement	42 862	-500	-1,2	-0,9
Soins de santé et assist. sociale	54 509	100	0,2	2,6
Arts, spectacles et loisirs	8 584	-520	-5,7	-3,0
Hébergement et restauration	22 277	-65	-0,3	-1,4
Autres	21 227	22	0,1	2,3
Administrations publiques	54 172	165	0,3	4,0

PIB réel par principal secteur



*Comprend l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse

**Comprend la finance, les assurances et les services immobiliers

***Comprend les services professionnels, scientifiques et techniques



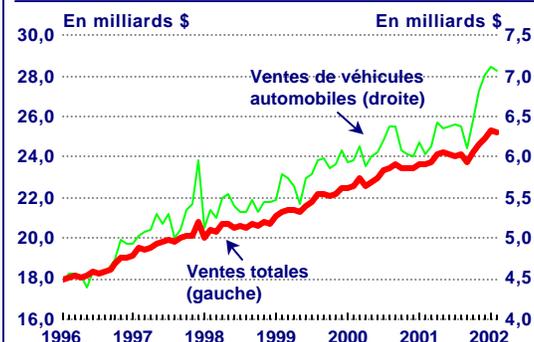
Les dépenses de consommation restent vigoureuses au premier trimestre...

- Les ventes au détail ont été relativement stables en février après avoir enregistré quatre avances mensuelles de suite, attribuables aux ventes de véhicules automobiles. La moyenne des ventes au détail pour janvier et février est supérieure de 10,7 % au niveau du quatrième trimestre, où les ventes avaient progressé de 10,3 %. Cette vigueur des derniers mois a été alimentée par les promotions très alléchantes, notamment le financement sans intérêt, offertes par l'industrie afin de ramener les stocks à des niveaux plus près de la normale. Ces promotions ont probablement incité les consommateurs à devancer la date de leurs achats, et une baisse des ventes d'automobiles est à prévoir. Selon les données préliminaires de l'industrie de l'automobile, les ventes de véhicules automobiles ont été moins nombreuses en mars, surtout les ventes de camions.

...dans le sillage de la hausse de confiance des consommateurs et de l'emploi

- L'indice de confiance des consommateurs du Conference Board a augmenté pour se fixer à 126,7 en mars, soit plus de 15 points de plus que le niveau enregistré au quatrième trimestre (111) et niveau le plus élevé depuis 1988. Cette amélioration est le résultat d'une vive croissance de l'emploi ces derniers mois, des faibles taux d'intérêt et des meilleures perspectives économiques. Puisque les dépenses des entreprises devraient rester stables à court terme, ce sont les dépenses de consommation qui devront alimenter la croissance.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



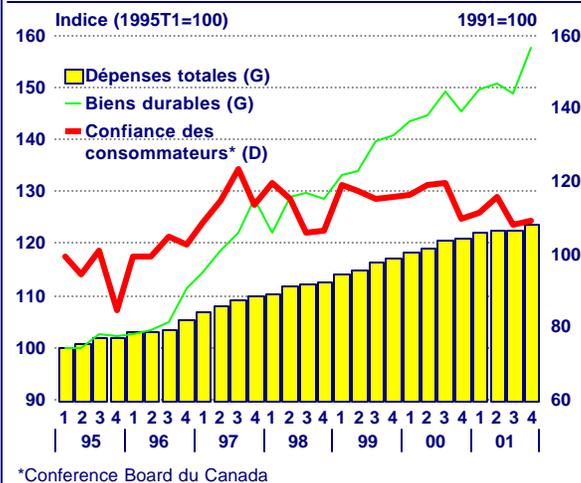
Ventes au détail et crédit à la consommation

Février 2002	Variation en % depuis		
	En millions \$	le mois	l'an dernier dernier
Total - Ventes au détail (DD)	25 234	-0,1	6,9
Alimentation	5 449	0,8	3,9
Pharmacies	1 282	0,1	9,7
Vêtements	1 361	0,5	4,8
Meubles	1 466	-1,6	10,6
Automobiles	10 195	-0,6	9,0
Magasins de march. diverses	2 794	0,0	4,5
Tous les autres magasins	2 686	0,2	5,3
Total excluant véhicules automobiles	18 167	0,1	3,3
Crédit à la consommation	207	0,3	5,1

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)		2001 T3	2001 T4
	2000	2001		
Consommation réelle (En \$ 1997)	566 229	580 531	579 149	585 184
Variation en %	3,6	2,5	-0,7	4,2
Biens durables	81 882	85 294	83 705	88 571
Variation en %	6,4	4,2	-4,6	25,4
Biens semi-durables	50 476	52 489	52 108	53 370
Variation en %	4,7	4,0	-3,7	10,0
Biens non durables	130 347	131 809	131 743	131 935
Variation en %	1,7	1,1	0,2	0,6
Services	303 674	311 292	311 809	311 939
Variation en %	3,6	2,5	0,5	0,2
Revenu disponible	631 023	657 934	657 844	666 392
Variation en %	5,6	4,3	2,7	5,3
Taux d'épargne (En %)	3,9	3,6	3,4	3,7
Ratio d'endettement (En %)	95,3	96,4	97,0	97,1

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs



*Conference Board du Canada



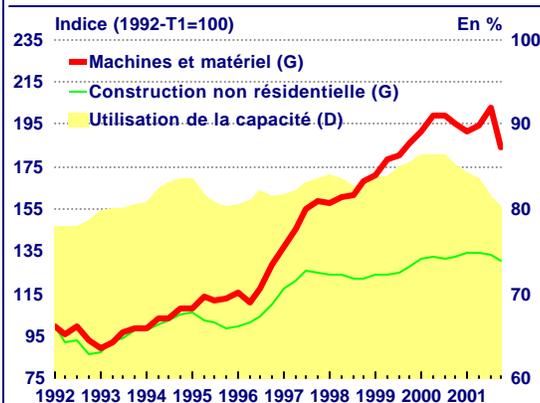
Les investissements des entreprises restent faibles...

- Les investissements des entreprises ont été faibles aux derniers trimestres, à l'instar des bénéfices des entreprises et des taux d'utilisation de la capacité qui ne cessent de diminuer depuis six trimestres. L'évolution récente de la situation laisse présager que cette faiblesse des investissements des entreprises se poursuivra au premier trimestre.
- Malgré une hausse en février, les importations moyennes de M&M pour janvier et février ont reculé de 2,8 % par rapport au quatrième trimestre. Néanmoins, l'avance de février est un signe encourageant.

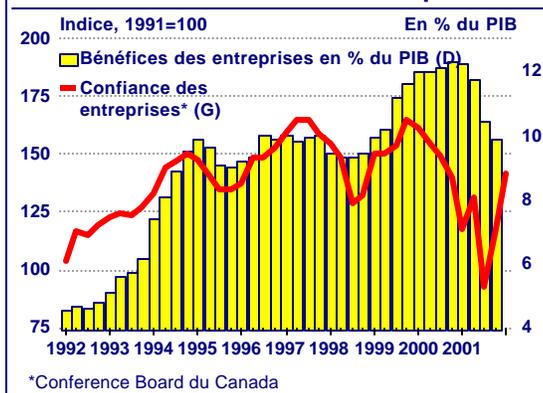
...mais le regain de confiance des entreprises est de bon augure

- L'indice de confiance des entreprises du Conference Board s'est fortement redressé pour un deuxième trimestre de suite, passant de 117,6 au quatrième trimestre de 2001 à 141,5 au premier trimestre de 2002. C'est la première fois que l'indice progresse de plus de 20 points deux trimestres de suite. Ce remarquable redressement s'annonce bien pour les futurs investissements, bien que la majorité des répondants aient fait état d'une sous-utilisation des capacités de production.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



*Conference Board du Canada

Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	2000	2001	2001 T1	2001 T2	2001 T3	2001 T4
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines et matériel (En \$ 1997)	88 550	87 133	86 334	87 693	91 341	83 164
Variation en %	9,7	-1,6	-7,9	6,4	17,7	-31,3
Construction non résidentielle (En \$ 1997)	47 274	47 685	47 990	48 121	47 777	46 851
Variation en %	5,3	0,9	3,6	1,1	-2,8	-7,5
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	86,0	82,4	84,1	83,6	81,5	80,3
Utilisation de la capacité (secteur manif.)	86,0	80,9	82,9	82,0	80,0	78,7
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	197 733	156 839	173 880	175 084	143 212	135 180
Variation en %	17,5	-20,7	-33,9	2,8	-55,2	-20,6
Bénéfices - Industries non financières	139 248	121 317	134 772	128 480	113 160	108 856
Variation en %	17,9	-12,9	-12,3	-17,4	-39,8	-14,4
Bénéfices - Industries financières	58 488	35 522	39 108	46 604	30 052	26 324
Variation en %	16,6	-39,3	-71,6	101,7	-82,7	-41,1
Crédit aux entreprises	787 619	823 834	812 765	816 759	828 522	837 289
Variation en %	7,0	4,6	3,4	2,0	5,9	4,3



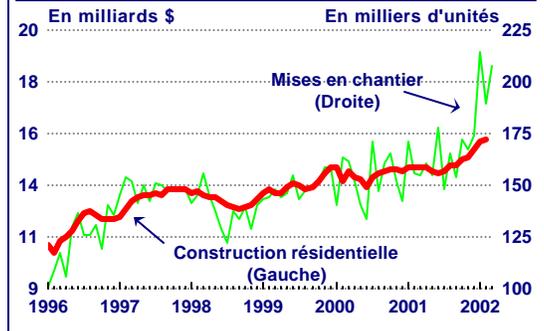
Le secteur de l'habitation connaît encore une période d'intense activité au premier trimestre...

- Après un quatrième trimestre vigoureux, le secteur du logement a connu une période d'activité intense au premier trimestre. La construction résidentielle a progressé en février pour un cinquième mois d'affilée, la moyenne pour janvier et février avançant de 4,5 % par rapport au niveau du quatrième trimestre. De plus, les mises en chantier du premier trimestre sont supérieures de 19 % à celles du quatrième trimestre. Les ventes de logements existants ont été supérieures de 11,2 % à celles du trimestre précédent.

...et les perspectives à court terme sont bonnes

- Dans la construction résidentielle, les permis de bâtir du premier trimestre sont supérieurs de 4,4 % à ceux du quatrième trimestre, en dépit d'une baisse de 1,2 % en mars. Malgré un repli de 11,3 % des mises en chantier en avril, le taux mensuel reste supérieur de 14,9 % à celui de l'an dernier, et la tendance observée dans la nouvelle construction reste favorable selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- Même s'il est possible que l'activité ralentisse, le secteur du logement devrait rester fort, à la faveur de la reprise de l'économie, de la hausse du revenu disponible, de la vive croissance des emplois à temps plein et des taux hypothécaires qui sont encore près des creux record.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1997, en M; prix de base)	15 559	0,9%	8,8%
Permis de construction, en M\$ (2)	2 392	-1,2%	43,8%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	25 191	-2 636	4 535
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	184 500	-23 500	23 900
Terre-Neuve	1 600	0	800
Île-du-Prince-Édouard	500	-200	300
Nouvelle-Écosse	2 900	500	-500
Nouveau-Brunswick	2 700	1 000	1 300
Québec	31 000	100	9 600
Ontario	71 600	-9 000	3 500
Manitoba	1 700	-200	-400
Saskatchewan	2 000	700	600
Alberta	30 600	-8 900	6 100
Colombie-Britannique	14 000	-3 900	-2 100

1 - Données de février 2 - données de mars 3 - données d'avril 2002

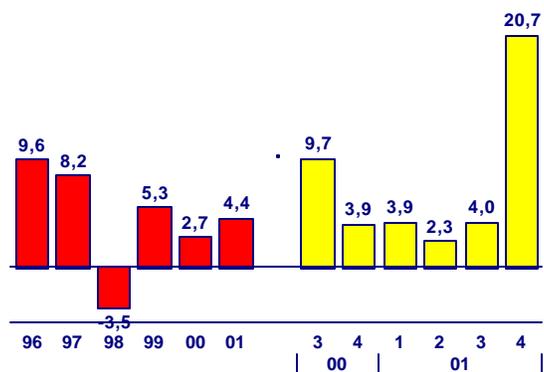
Source : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1997, TAD (à moins d'indication contraire)	2000			
	2000	2001	2001 T3	2001 T4
Construction par secteur	45 399	47 392	47 121	49 395
Variation en %	2,7	4,4	4,0	20,7
Logements neufs	22 857	24 013	23 770	25 172
Variation en %	2,4	5,1	3,7	25,8
Travaux de réparation et d'amélioration	15 809	15 820	15 780	15 832
Variation en %	4,6	0,1	2,8	1,3
Frais de propriété et de transfert	6 976	7 731	7 752	8 556
Variation en %	4,0	10,8	8,7	48,4
Construction résidentielle	45 643	47 616	47 351	49 658
Variation en %	2,6	4,3	4,2	21,0

Croissance de la construction résidentielle réelle

Variation en %, TAD





Commerce et compétitivité

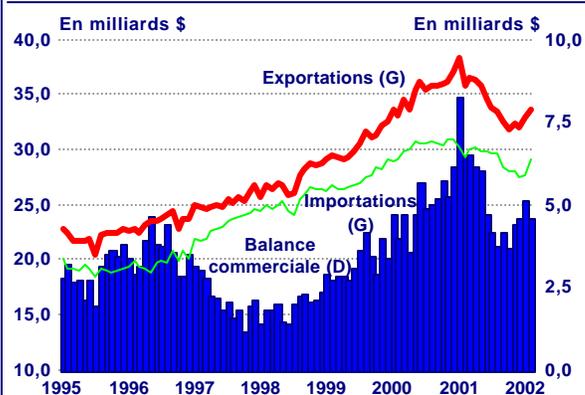
Les importations progressent davantage que les exportations en février...

- Dans la foulée de l'accroissement de la demande intérieure, les importations ont affiché une deuxième hausse mensuelle de file, soit 5,1 % en février. Il s'agit du taux de croissance mensuel le plus élevé depuis août 1998. La croissance est surtout attribuable aux produits automobiles, aux machines et matériel et aux biens et matériaux industriels.
- Compte tenu de l'amélioration de la situation et des perspectives économiques mondiales, surtout aux États-Unis, les exportations ont augmenté de 2,7 % en février. Cette deuxième avance mensuelle consécutive est la plus forte depuis mai 2000. Cinq des sept grandes catégories ont enregistré des hausses, principalement les produits automobiles, les produits forestiers, ainsi que les biens et matériaux industriels.

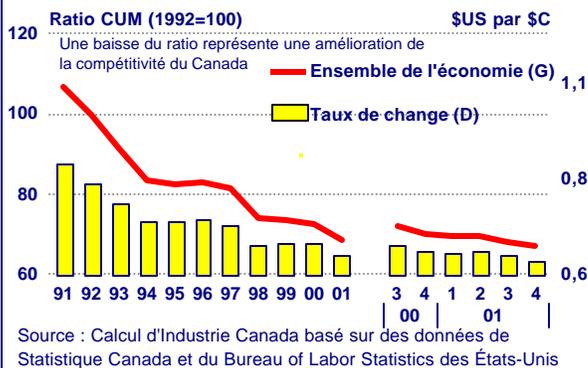
...ce qui réduit l'excédent commercial

- L'excédent du Canada au chapitre du commerce des marchandises a donc fléchi, passant de 5,1 milliards en janvier à 4,5 milliards en février. Il s'agit du premier recul en quatre mois.
- L'excédent commercial du Canada avec les États-Unis s'est replié de 33 millions de dollars pour s'établir à 7,6 milliards de dollars en février, alors que le déficit commercial avec tous les autres pays s'est accentué de 0,5 milliard pour s'établir à 3,1 milliards.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Février 2002	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %
	Janv. 2002	Févr. 2002	Janv. - févr. 2001	Janv. - févr. 2002	Janv. - févr. 2002	Janv. à févr. 2002	Janv. - févr. 2001 à Janv. - févr. 2002
Exportations	32 802	33 691	74 138	66 493	889	2,7	-10,3
vers les États-Unis	28 072	28 531	63 841	56 603	459	1,6	-11,3
Importations	27 717	29 142	59 486	56 859	1 425	5,1	-4,4
en provenance des États-Unis	20 410	20 902	43 218	41 312	492	2,4	-4,4
Balance commerciale	5 085	4 549	14 652	9 634	-536		
avec les États-Unis	7 662	7 629	20 623	15 291	-33		
Exportations par produit							
Produits agricoles/pêche	2 585	2 695	4 844	5 280	110	4,3	9,0
Produits énergétiques	2 987	3 071	13 570	6 058	84	2,8	-55,4
Produits de la forêt	2 889	3 098	6 682	5 987	209	7,2	-10,4
Biens et matériaux industriels	5 523	5 848	11 139	11 371	325	5,9	2,1
Machines et matériel	8 737	8 035	17 751	16 772	-702	-8,0	-5,5
Produits automobiles	7 396	8 286	14 893	15 682	890	12,0	5,3
Autres biens de consommation	1 490	1 406	2 633	2 896	-84	-5,6	10,0
Importations par produit							
Produits agricoles/pêche	1 779	1 803	3 286	3 582	24	1,3	9,0
Produits énergétiques	1 162	1 064	3 429	2 226	-98	-8,4	-35,1
Produits de la forêt	249	250	502	499	1	0,4	-0,6
Biens et matériaux industriels	5 558	5 850	11 965	11 408	292	5,3	-4,7
Machines et équipement	8 323	8 764	20 126	17 087	441	5,3	-15,1
Produits automobiles	6 014	6 430	11 112	12 444	416	6,9	12,0
Autres biens de consommation	3 612	3 795	6 965	7 407	183	5,1	6,3

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Emploi et chômage

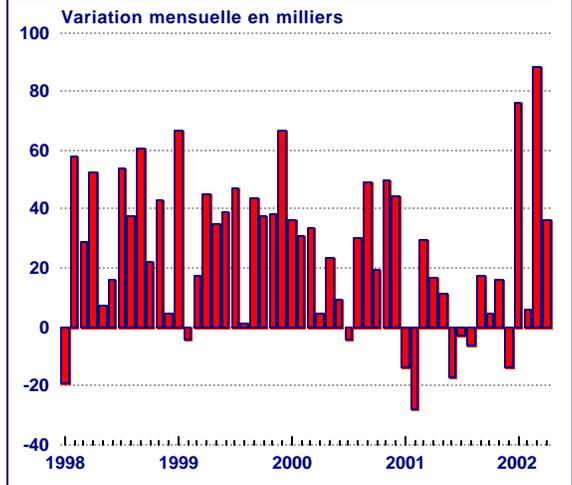
L'emploi continue sa remontée en avril...

- En avril, on a dénombré 37 000 emplois de plus, ce qui porte à 207 000 le nombre de nouveaux emplois depuis janvier. Tous les gains appartiennent aux emplois à temps plein (+41 000), puisqu'il y a 5 000 emplois à temps partiel de moins. Le redressement du marché du travail au Canada depuis le début de l'année contraste avec ce qui se passe aux États-Unis, où l'emploi a légèrement diminué durant les quatre premiers mois de l'année.
- Le nombre total d'heures travaillées a augmenté de 0,9 % en avril, nouveau signe que l'économie canadienne se redresse rapidement.

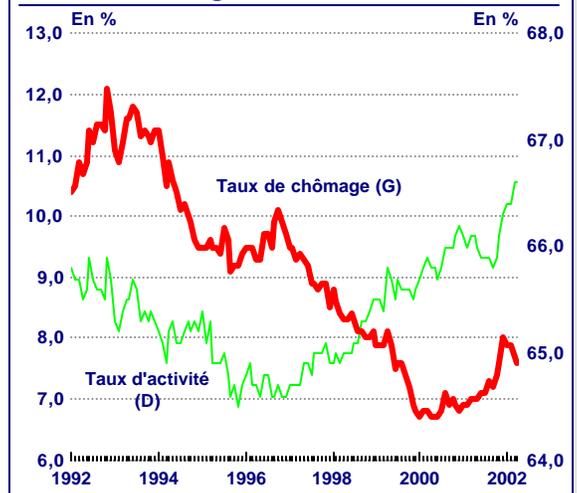
...ce qui fait fléchir le taux de chômage, celui-ci passant à 7,6 %

- Le taux de chômage national est passé à 7,6 % en avril, soit une baisse par rapport au sommet observé en décembre 2001 (8 %), mais une hausse par rapport au creux enregistré au milieu de 2000 (6,7 %).
- Chez les jeunes, la situation ne s'est que légèrement améliorée (2 000 emplois de plus), mais on compte 56 000 emplois de plus depuis le début de l'année, surtout des emplois à temps partiel. Le taux de chômage pour ce groupe a reculé de 0,4 point de pourcentage pour s'établir à 13,3 %, la diminution de la population active ayant été plus forte que la progression de l'emploi. Chez les adultes, le nombre d'emplois s'est accru (+35 000), ce qui porte à 151 000 le nombre de nouveaux emplois depuis janvier.

Emploi



Taux de chômage



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Avril 2001	Mars 2002	Avril 2002	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	15 081,1	15 260,1	15 296,7	36,6	215,6	206,5	0,2	1,4
Temps plein	12 352,9	12 422,5	12 463,8	41,3	110,9	126,6	0,3	0,9
Temps partiel	2 728,3	2 837,6	2 832,8	-4,8	104,5	79,8	-0,2	3,8
Jeunes 15-24	2 326,2	2 354,1	2 356,2	2,1	30,0	55,9	0,1	1,3
Adultes 25+	12 754,9	12 906,0	12 940,5	34,5	150,6	150,6	0,3	1,5
Travailleurs indépendants	2 325,5	2 288,8	2 318,4	29,6	-7,1	36,8	1,3	-0,3
Chômage	1 142,6	1 273,0	1 262,5	-10,5	119,9	-56,3	-0,8	10,5
Taux de chômage	7,0	7,7	7,6	-0,1	0,6	-0,4		
Jeunes 15-24	12,8	13,7	13,3	-0,4	0,5	-0,7		
Adultes 25+	5,9	6,5	6,5	0,0	0,6	-0,4		
Population active	16 223,8	16 533,1	16 559,1	26,0	335,3	150,1	0,2	2,1
Taux d'activité	66,1	66,6	66,6	0,0	0,5	0,3		
Taux d'emploi	61,4	61,4	61,5	0,1	0,1	0,6		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

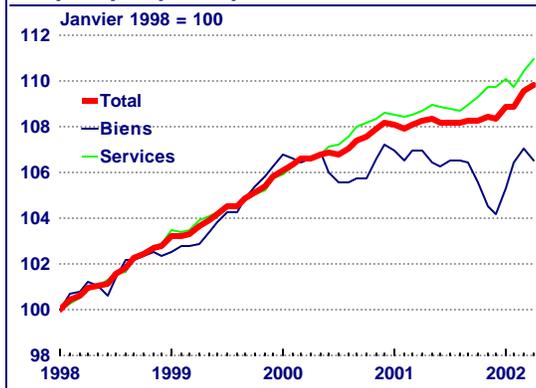
L'emploi s'est replié dans le secteur des biens...

- En avril, on a dénombré 19 000 emplois de moins dans le secteur des biens, ce qui a annulé la majeure partie des gains enregistrés le mois précédent. Le secteur manufacturier a perdu environ 19 000 emplois en avril, même s'il est en avance de 81 000 emplois depuis le début de l'année. La tendance à la baisse s'est poursuivie en avril dans le secteur des ressources naturelles, celui-ci accusant une perte de 8 000 emplois. La construction a affiché les meilleurs résultats (+7 000 emplois).

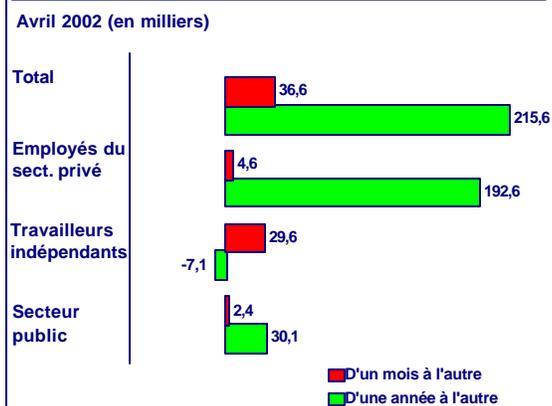
...alors que le secteur des services poursuit sur sa lancée en avril

- En avril, les industries de services ont créé 56 000 emplois, ce qui porte à 121 000 le nombre de nouveaux emplois depuis janvier. Les plus fortes avances sont attribuables aux soins de la santé et à l'assistance sociale (+25 000), qui ont poursuivi leur trajectoire ascendante amorcée en juillet dernier. La vigueur du marché du logement a continué d'alimenter la demande d'articles liés à la maison. À l'image de la solidité des dépenses des ménages, l'emploi dans le secteur du commerce s'est accru de 24 000, ce qui porte à 42 000 le nombre d'emplois créés durant les deux derniers mois. La plus lourde perte a été enregistrée par les administrations publiques (-22 000).
- En avril, on a recensé 30 000 emplois autonomes de plus, soit la première hausse importante en près de deux ans.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Avril 2001	Mars 2002	Avril 2002	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 892,6	3 896,4	3 877,2	-19,2	-15,4	85,8	-0,5	-0,4
Agriculture	340,6	312,4	311,7	-0,7	-28,9	-1,0	-0,2	-8,5
Ressources naturelles*	288,0	285,0	276,6	-8,4	-11,4	-14,3	-2,9	-4,0
Services publics	120,8	128,5	130,1	1,6	9,3	8,4	1,2	7,7
Construction	846,5	853,4	860,6	7,2	14,1	12,0	0,8	1,7
Fabrication	2 296,8	2 317,0	2 298,3	-18,7	1,5	80,9	-0,8	0,1
Services	11 188,5	11 363,8	11 419,5	55,7	231,0	120,7	0,5	2,1
Commerce	2 346,9	2 433,8	2 457,6	23,8	110,7	25,1	1,0	4,7
Transport	782,0	729,8	741,1	11,3	-40,9	-4,6	1,5	-5,2
FASI*	879,6	881,4	885,6	4,2	6,0	12,8	0,5	0,7
Services prof./scientifiques	1 014,0	976,8	974,9	-1,9	-39,1	5,2	-0,2	-3,9
Administration et gestion	543,4	595,1	592,0	-3,1	48,6	23,0	-0,5	8,9
Enseignement	964,3	981,8	993,0	11,2	28,7	22,3	1,1	3,0
Soins de santé/assist. sociale	1 530,9	1 557,2	1 581,9	24,7	51,0	17,1	1,6	3,3
Information, culture, loisirs	706,8	709,8	717,9	8,1	11,1	21,1	1,1	1,6
Hébergement et restauration	974,3	1 008,6	1 010,2	1,6	35,9	19,0	0,2	3,7
Autres services	680,4	698,1	696,4	-1,7	16,0	-1,8	-0,2	2,4
Administrations publiques	765,8	791,5	769,1	-22,4	3,3	-18,4	-2,8	0,4

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation des provinces

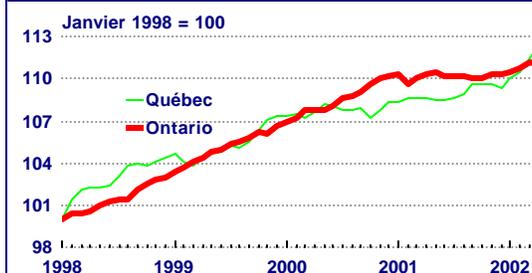
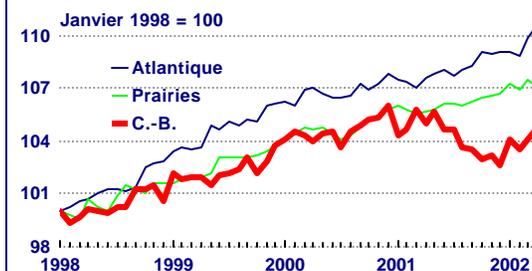
En avril, la croissance de l'emploi est surtout le fait du Québec et de la Colombie-Britannique

- En avril, le Québec (+29 000) et la Colombie-Britannique (+13 000) ont enregistré le plus grand nombre de nouveaux emplois. Au Québec, l'emploi a progressé pour un quatrième mois de suite, et on y dénombre 117 000 emplois de plus qu'à la même période l'an dernier. La Colombie-Britannique a, elle aussi, poursuivi sa tendance à la hausse, bien que ses gains soient moins importants que le sommet enregistré en mai 2001. Dans les deux provinces, les plus grands gains ont été observés dans le secteur du commerce. L'Île-du-Prince-Édouard (+2,4 %) et Terre-Neuve-et-Labrador (+1,4 %) ont aussi connu une forte progression de l'emploi en avril.
- En Ontario, l'emploi a peu évolué en avril. Néanmoins, on y compte 43 000 emplois de plus qu'au début de l'année. L'emploi s'est replié dans toutes les provinces des Prairies. En Alberta, les pertes ont été concentrées dans le secteur des ressources naturelles (-10 000), ce recul s'inscrivant dans la tendance à la baisse amorcée en octobre 2001.

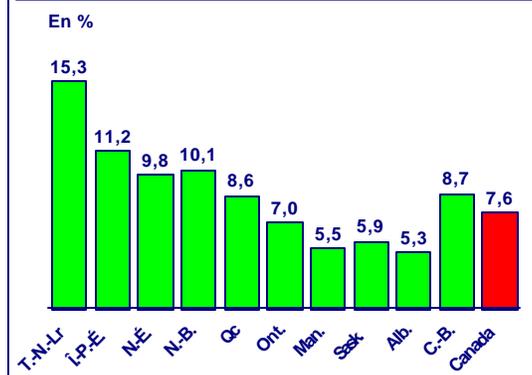
Le taux de chômage augmente dans les Prairies, mais il fléchit dans la région atlantique

- Les taux de chômage ont augmenté dans toutes les provinces des Prairies en avril. La plus forte hausse a été observée au Manitoba (0,5 point de pourcentage, soit 5,5 %). Le taux de chômage s'est accru en Nouvelle-Écosse pour se fixer à 9,8 %, puisque la population active a progressé plus rapidement que l'emploi.
- Les provinces dont le taux de chômage a le plus régressé sont Terre-Neuve-et-Labrador (-1,3 point de pourcentage, soit 15,3 %) et l'Île-du-Prince-Édouard (-1,2 point de pourcentage, soit 11,2 %).

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Mars 2002



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)					Taux de chômage (en %)		
	Niveaux April 2002	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier	
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %		l'an dernier	
Canada	15 296,7	36,6	0,2	215,6	1,4	7,6	-0,1	0,6
Terre-Neuve-et-Labrador	217,9	3,1	1,4	6,6	3,1	15,3	-1,3	-2,0
Î.-P.-É.	67,9	1,6	2,4	2,8	4,3	11,2	-1,2	-2,2
Nouvelle-Écosse	427,4	2,7	0,6	7,7	1,8	9,8	0,1	-0,3
Nouveau-Brunswick	347,2	0,1	0,0	12,8	3,8	10,1	-0,3	-1,1
Québec	3 584,3	29,1	0,8	116,9	3,4	8,6	-0,3	-0,1
Ontario	6 012,6	-1,6	0,0	38,1	0,6	7,0	0,0	1,1
Manitoba	563,0	-4,3	-0,8	8,9	1,6	5,5	0,5	0,4
Saskatchewan	473,0	-2,2	-0,5	-0,6	-0,1	5,9	0,1	-0,2
Alberta	1 650,7	-5,0	-0,3	25,6	1,6	5,3	0,3	0,5
C.-B.	1 952,7	13,0	0,7	-3,3	-0,2	8,7	-0,3	1,7



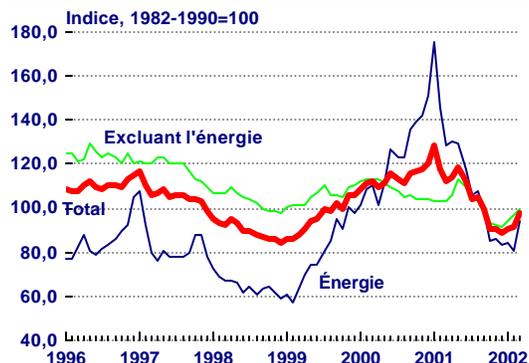
L'inflation augmente et se fixe à 1,8 % en mars...

- En mars, l'inflation s'est établie à 1,8 %, par rapport à 1,5 % en février et à 1,3 % en janvier.
- La hausse des coûts du transport, attribuable en partie à l'augmentation, d'une année à l'autre, des coûts du transport aérien, a contribué à cette avance. La majoration des taxes provinciales sur les cigarettes a aussi joué un rôle. Les prix de l'énergie ont fléchi de 3,3 %, après avoir reculé de 5,8 % en février. L'inflation a été la plus forte en Colombie-Britannique (2,9 %) et la plus faible à Terre-Neuve (0,4 %).
- D'un mois à l'autre, l'Indice des prix à la consommation (IPC) s'est accru de 0,7 %, après avoir gagné 0,6 % en février. L'indice des prix de l'énergie a toutefois progressé de 3,9 % puisque les prix de l'essence ont fait un bond de 9,2 %, soit la plus forte hausse mensuelle en près de 20 ans. Les prix de l'électricité ont augmenté de 2,8 % à cause de la majoration des tarifs en Ontario.

...et le taux « de base » reste près du point médian de la fourchette cible officielle

- Le taux d'inflation « de base », qui exclut les huit composantes les plus volatiles de l'indice et les impôts indirects est passé à 2,1 % par rapport à 2,2 % en février, ce qui est très près du point médian cible (2,0 %) de la Banque du Canada.
- Les prix des produits de base ont perdu 13,1 % en mars, en glissement annuel, comparativement à des baisses de plus de 20 % durant les cinq mois précédents. Le plus faible recul s'explique par le redressement des prix de l'énergie et des produits non énergétiques durant les trois premiers mois de l'année.

Prix des produits de base (\$ US)



Prix à la consommation

Mars 2002

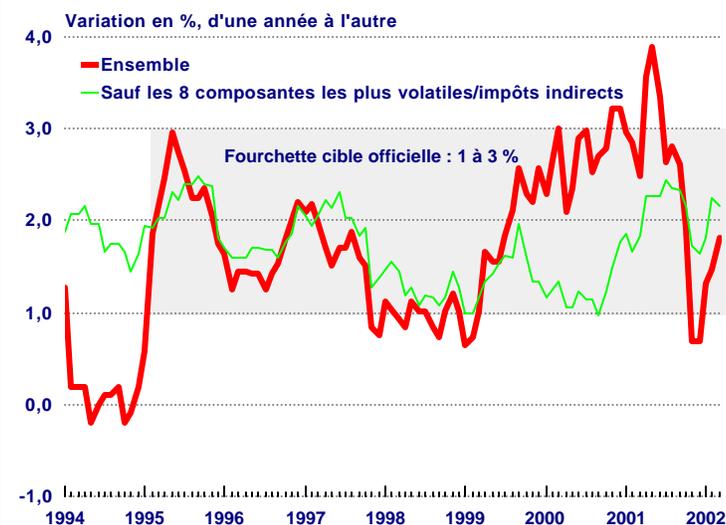
Variation en % depuis

	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
IPC - Ensemble	117,7	0,7	1,8
Alimentation	120,4	-0,2	3,3
Logement	113,1	0,0	1,1
Équipement du ménage	113,7	0,5	2,2
Habillement et chaussures	107,1	1,6	-0,7
Transport	130,5	2,4	0,3
Santé et soins personnels	114,5	-0,3	0,9
Loisirs, formation et lecture	124,9	0,6	1,1
Alcool et tabac	114,1	1,1	14,8
Sauf 8 composantes plus volatiles/impôts ind.	118,7	0,4	2,2
Énergie	127,2	3,9	-3,3

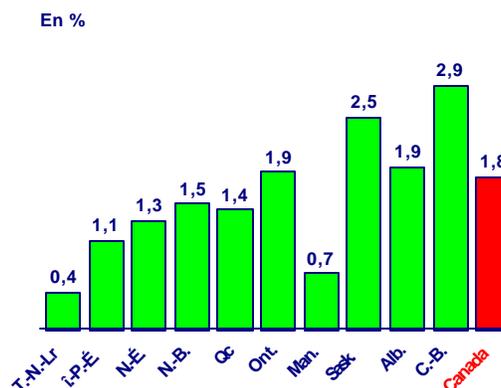
Prix des produits de base (Mars 2002)

Indice, 1982-1990=100	97,5	6,8	-13,1
Excluant l'énergie	99,4	2,7	-4,1
Énergie	94,1	16,3	-26,7

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Mars 2002





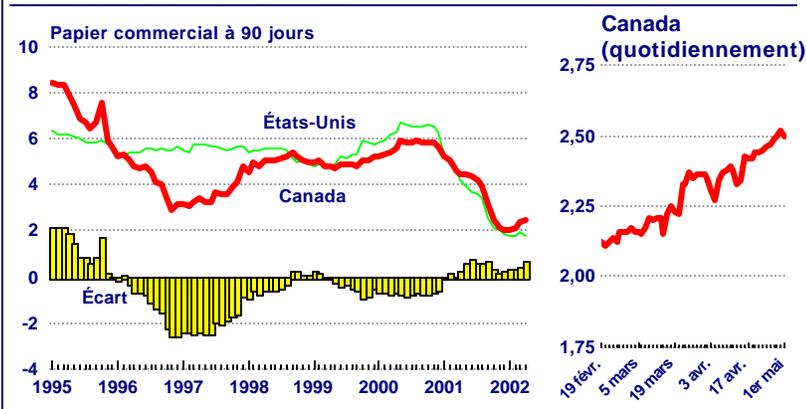
La Banque du Canada augmente son taux cible à un jour, tandis que la Réserve fédérale américaine ne modifie pas son taux directeur

- La Banque du Canada a décidé de majorer de 25 points de base son taux cible du financement à un jour (2,25 %), le 16 avril. Selon elle, l'amélioration de la situation économique au pays et dans le monde diminue le besoin de stimuler les conditions de crédit. Toutefois, elle a fait remarquer d'un nouveau relâchement est possible. Compte tenu de la bonne tenue de l'économie, les analystes prévoient que la Banque continuera de relever les taux d'intérêt tout au long de cette année et l'année prochaine, ce qui aura pour effet de porter à 4,5-5,0 % le taux cible du financement à un jour. Entre-temps, la Réserve fédérale américaine, qui a gardé intact son taux des fonds fédéraux (1,75 %), a souligné que la durabilité et la vigueur de la relance étaient encore très incertaines.
- Compte tenu de l'évolution de la situation, l'écart entre les taux à court terme au Canada et aux États-Unis s'est accru et est passé à 70 points de base au début de mai. Cette hausse accentue la tendance croissante amorcée en novembre dernier, au moment où l'écart était de 17 points de base.

Les rendements à long terme nord-américains reculent

- Après avoir atteint un sommet à la fin de mars, les rendements à long terme se sont repliés, les investisseurs ayant converti une partie de leurs actions en obligations, en raison de l'inquiétude entourant la vigueur réelle de la relance et des bénéfices des entreprises.
- Les rendements des obligations à 10 ans canadiennes et américaines ont perdu environ 30 point de base par rapport à leur sommet enregistré en mars. Le 6 mai, le rendement des obligations canadiennes se situait à 5,5 %, soit 40 points de base de plus que le taux américain.

Taux d'intérêt à court terme

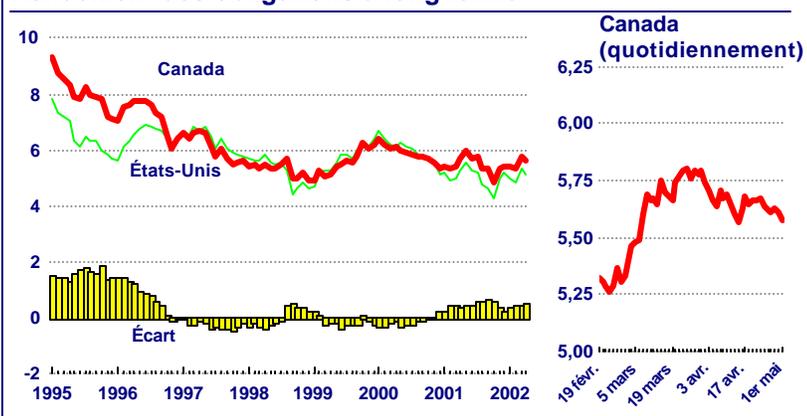


Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1999	5,27	-0,49	6,18	-0,22
2000	5,71	-0,60	5,35	0,24
Nov. 2002	2,17	0,17	5,36	0,38
Déc.	2,08	0,19	5,44	0,22
Janv.	2,07	0,31	5,42	0,40
Févr.	2,16	0,34	5,31	0,47
Mars	2,36	0,42	5,79	0,44
Avr. 2002	2,46	0,69	5,64	0,53
1er mai 2002	2,50	0,72	5,58	0,50

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.

Rendement des obligations à long terme



Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
1999	4,76	6,50	7,35	8,25
2000	5,80	7,50	7,70	7,95
Nov. 2001	2,60	4,00	4,60	6,85
Déc.	2,24	4,00	4,60	6,85
Janv.	1,99	3,75	4,55	7,00
Févr.	1,99	3,75	4,55	6,85
Mars	1,99	3,75	5,30	7,30
Avr. 2002	2,24	4,00	5,40	7,45
1er mai 2002	2,25	4,00	5,40	7,45

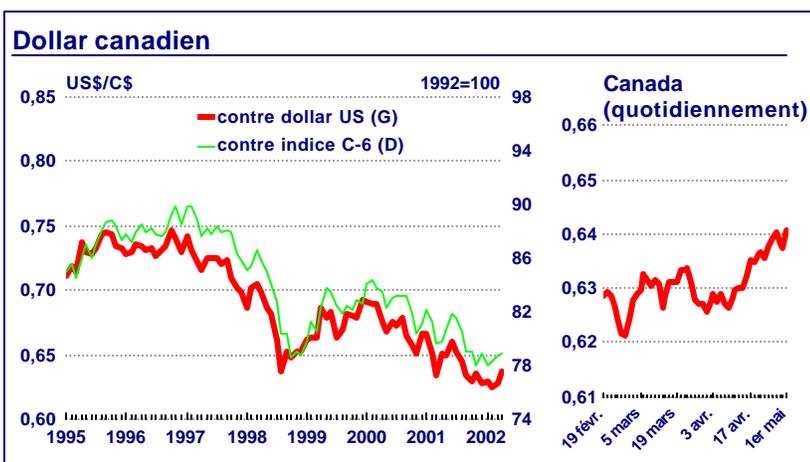


Le dollar canadien atteint un sommet inégalé en six mois et demi

- Après avoir oscillé autour des 63 cents US depuis le début de 2002, le dollar canadien a grimpé en avril, puis il a clôturé à 64,2 cents US le 10 mai, niveau enregistré pour la dernière fois à la mi-octobre de 2001. Au nombre des facteurs qui ont stimulé notre dollar, notons la relance rapide de l'économie, l'accroissement de l'écart entre les taux à court terme au Canada et aux États-Unis et l'affaiblissement de la devise américaine par rapport aux autres grandes devises.
- Depuis le début de 2002, notre dollar est resté relativement stable par rapport aux devises des autres partenaires commerciaux du Canada. Le taux de change applicable à l'euro est demeuré à 1,40 \$CAN, alors que le dollar valait environ 82 yen et la livre anglaise, à peu près 2,30 \$CAN.

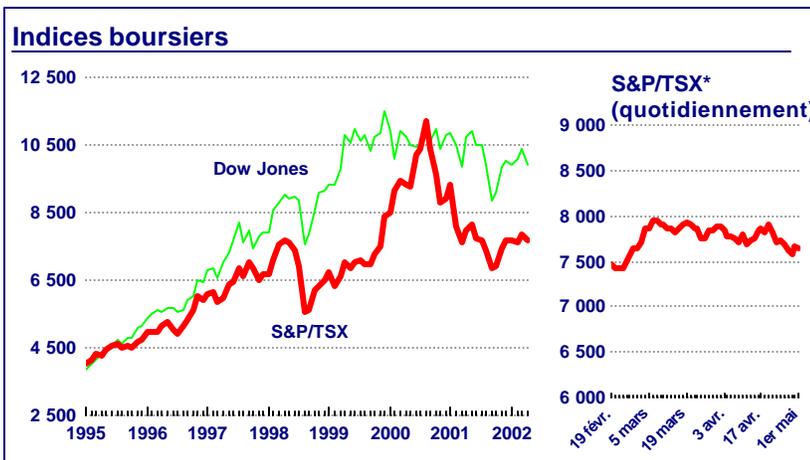
Le sentiment d'inquiétude des investisseurs affaiblit les marchés boursiers

- À la suite d'un redressement à la fin de février, les principaux indices boursiers nord-américains ont suivi une trajectoire descendante, ce qui a annulé les gains accumulés depuis le début de l'année. Le peu de signes en faveur d'une remontée prochaine des bénéficiaires, ainsi que les préoccupations relatives à la fiabilité des rapports des entreprises, ont pesé lourd sur les indices.
- À la fin de la séance du 6 mai, l'indice S&P/TSX avait perdu 4,4 % par rapport à son sommet du début de mars, et le Dow Jones, 6,5 %.



Le dollar canadien

(clôture)	US\$ c. C\$	Indice c. C-6 (1992=100)	C\$ c. EURO	Yen c. C\$
1999	0,6929	82,67	1,453	69,66
2000	0,6669	81,19	1,409	73,64
Nov. 2001	0,6358	78,08	1,408	76,90
Déc.	0,6278	78,95	1,419	80,76
Janv.	0,6300	78,05	1,368	82,89
Févr.	0,6242	78,38	1,390	83,71
Mars	0,6273	78,69	1,388	82,51
Avr. 2002	0,6376	78,89	1,412	82,69
1er mai 2002	0,6407	79,58	1,412	81,81



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - avril	le mois dernier	l'an dernier
S&P/TSX*	7 663	-2,4	-3,6
<i>Pétrole et gaz</i>	10 521	0,6	11,3
<i>Métaux et minéraux</i>	4 502	-4,9	-4,2
<i>Services publics</i>	9 876	-1,3	-28,4
<i>Papiers et produits de la forêt</i>	5 683	-0,8	11,3
<i>Entreprises de distribution</i>	7 673	1,2	30,9
<i>Services financiers</i>	11 483	0,6	17,6
<i>Or</i>	6 503	5,0	40,2
S&P 500	1 076,9	-6,1	-13,8
Dow Jones	9 946	-4,4	-7,3

* Le 1er mai, le principal indice composite canadien a été renommé S&P/TSX, mais sa composition est restée la même.



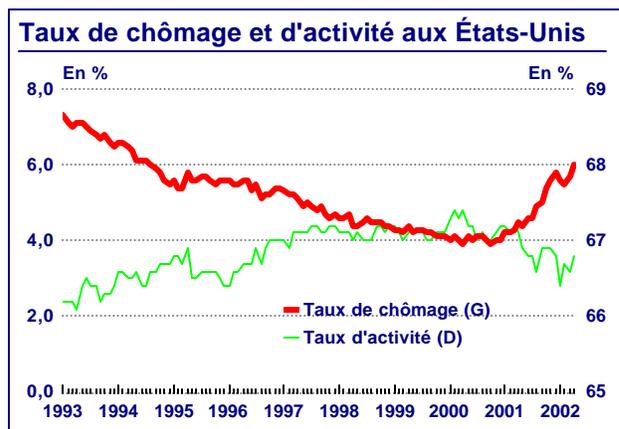
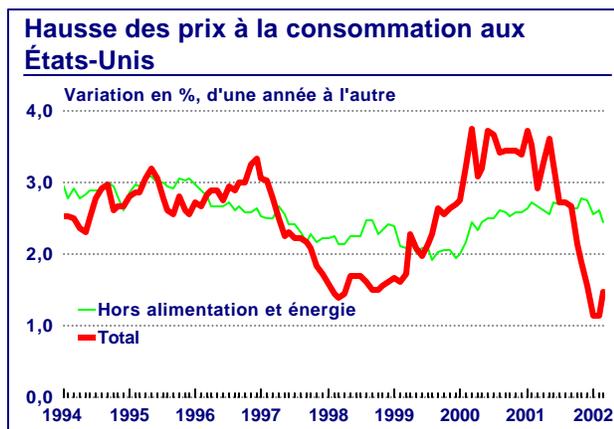
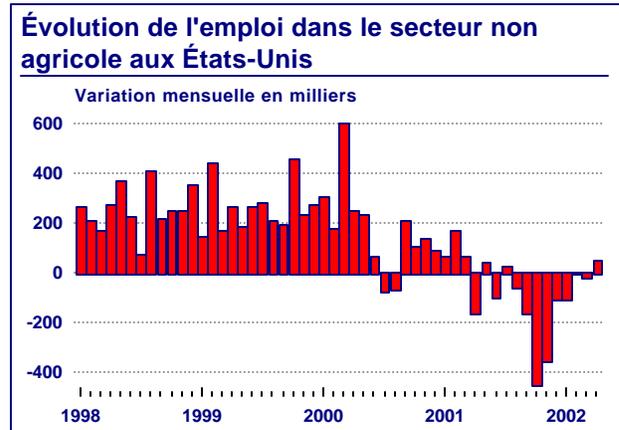
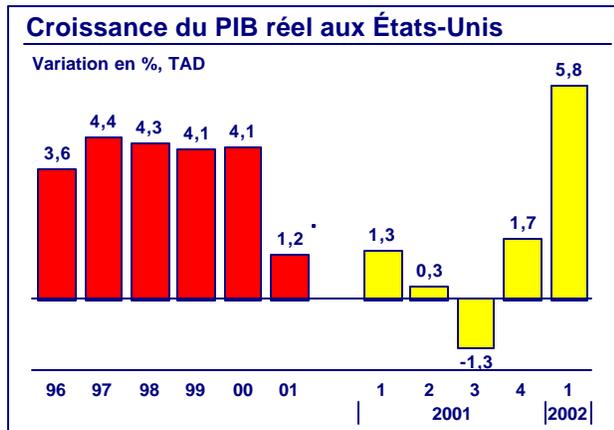
Tendances de l'économie américaine

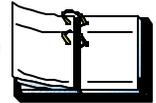
Aux États-Unis, la production et la productivité progressent vivement...

- Selon les estimations préliminaires, le PIB réel aux États-Unis aurait augmenté de 5,8 % (taux annuel) au premier trimestre de 2002, soit la plus forte hausse depuis la fin de 1999. (Cette affirmation est fondée sur des données incomplètes et pourrait faire l'objet d'une importante révision.) La moins grande liquidation des stocks a contribué à la croissance dans une proportion de 3,1 %. Les dépenses de consommation ont poursuivi leur progression, mais plus lentement qu'au premier trimestre, en raison de la baisse des dépenses en biens durables, qui avaient sensiblement augmenté au trimestre précédent. Les investissements résidentiels (15,7 %), les dépenses publiques (7,9 %) et les exportations (6,8 %) ont aussi contribué à la croissance. Cet apport a été, en partie, annulé par la montée en flèche des importations (15,5 %) et la diminution des investissements non résidentiels.
- À l'image de la forte avance de la production et du faible nombre d'heures de travail, la productivité du travail des industries non agricoles a gagné 8,6 % au premier trimestre, par rapport à 5,5 % au trimestre précédent. Il s'agit de la plus forte hausse trimestrielle depuis le deuxième trimestre de 1983. L'accroissement de la productivité a plus que compensé la hausse des salaires. Les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont donc diminué de 5,4 % après avoir perdu 3,1 % au trimestre précédent. Cela aide à maîtriser l'inflation. En mars, l'inflation selon l'IPI a légèrement progressé pour se situer à 1,5 %, alors que le taux d'inflation de base a diminué, passant à 2,4 %.

...mais la situation de l'emploi reste faible et le taux de chômage augmente pour se fixer à 6,0 %

- Après une perte de 21 000 emplois en mars, les industries non agricoles ont enregistré un gain de 43 000 emplois en avril. L'emploi est resté relativement stable au cours des trois derniers mois, ce qui contraste avec la perte mensuelle moyenne de 144 000 emplois entre mars 2001 et janvier 2002. Les gains d'avril ont été généralisés, ce qui a, en partie, annulé les pertes d'emplois dans la construction et la fabrication. La hausse enregistrée en avril (0,3 point de pourcentage), qui a porté à 6,0 % le taux de chômage, soit son niveau le plus élevé depuis août 1994, est attribuable à l'arrivée de nouvelles personnes sur le marché du travail. Cette évolution ainsi que certains signes montrant un plafonnement des dépenses de consommation et des carnets de commande soulèvent des doutes quant à la vigueur et à la durabilité de la reprise aux États-Unis.





CANADA

Enquête sur le secteur de la fabrication - Mars	16 mai
Commerce international - Mars	17 mai
Indice des prix à la consommation - Avril	22 mai
Balance des paiements internationaux - 1er trimestre 2002	31 mai
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 1er trimestre 2002	31 mai
PIB réel par industrie - Mars	31 mai
Banque du Canada - (annonce concernant le taux d'escompte)	4 juin
Enquête sur la population active - Mai	7 juin
Taux d'utilisation de la capacité - 1er trimestre 2002	11 juin
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 1er trimestre 2002	21 juin
Investissements privés et publics au Canada : Perspectives révisées - 2002	24 juillet
Enquête sur la situation des entreprises - Juillet	2 août

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Avril	15 mai
Commerce international des biens et services - Mars	17 mai
PIB - 1er trimestre 2002, estimations préliminaires	24 mai
Situation de l'emploi - Mai	7 juin
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	24 - 25 juin

Nota : Les IEM de mai sont fondés sur les données connues au 10 mai 2002